

Le gouvernement a également écouté les simples députés comme moi. Depuis l'automne 1990, je reviens constamment à la charge pour signaler au caucus le nombre effarant de publications du gouvernement qui sont fort belles, mais aussi très coûteuses. Je dois dire que j'ai été ravie d'apprendre que cela était chose du passé. Dorénavant, on devra s'en tenir au strict minimum dans la présentation des publications du gouvernement.

En réduisant les budgets consacrés aux communications, nous économiserons 75 millions de dollars par année. Je sais que cette bonne nouvelle sera fort bien accueillie dans la circonscription de Simcoe-Centre que je représente.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LE BUDGET

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le pays connaît la pire situation économique depuis 50 ans. Nous sommes dans une récession depuis 24 mois. Dans le Budget qui nous a été présenté hier, il n'y a rien pour relancer l'économie. Seulement, on voudrait faire accroire aux Canadiens qu'ils ont eu droit à une réduction d'impôt.

À la page 144 du Budget, on voit que le ministre a effectivement réduit l'impôt. Pour une famille de quatre personnes ayant un revenu de 15 000 \$, il y a une énorme réduction d'impôt de 2 \$ par année; pour une famille de quatre personnes ayant un revenu de 20 000 \$ par année, une énorme réduction de 6 \$ par année, soit moins de 2c. par jour. Pourquoi le ministre ne prend-il pas ses responsabilités et ne fait-il pas quelque chose de concret pour remettre ce pays en marche?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, le député a tort de dire que nous connaissons, à l'heure actuelle, la pire situation économique des 50 dernières années. Il a été lui-même ministre du gouvernement qui a présidé à l'une des pires récessions de notre histoire, soit celle de 1981-1982. Ce budget favorisera la relance économique. Il favorisera la création d'emplois. Il redonnera confiance dans notre économie, améliorera notre compétitivité et créera un climat économique propice aux investissements.

• (1420)

Si le député a été attentif, il saura que des organisations comme l'Association des manufacturiers canadiens, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et le Conseil canadien des chefs d'entreprises ont toutes fait savoir que nous prenons là les bonnes mesures au bon moment pour améliorer le climat de l'investissement, protéger les emplois et créer des possibilités d'emploi pour les Canadiens.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le budget d'hier a marqué le début de la fin pour l'universalité. Le gouvernement viole sa promesse; l'universalité n'est plus un dépôt sacré.

Le ministre pourrait-il nous dire s'il va également mettre un terme à l'universalité de l'assurance-maladie? Va-t-il souscrire au programme électoral de Preston Manning? Je tiens à lui dire que les hôpitaux au Canada sont pour les gens malades et pas simplement pour ceux qui ont de l'argent. Nous lutterons contre l'abolition de l'assurance-maladie au Canada, si le gouvernement fait comme il l'a fait dans le cas de l'allocation familiale hier.

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je dois dire au départ que je suis très fier de ce que le gouvernement a fait pour les enfants du Canada hier.

[Traduction]

En outre, je vais être très franc avec le chef de l'opposition au sujet de ce qu'il a déclaré. J'ignore ce qu'il entend par universalité, car le Parti libéral n'a pas toujours la même position. Si l'universalité signifie qu'on ne peut pas prendre de l'argent dans les poches de quelqu'un qui gagne 250 000 \$ pour le donner à des enfants nécessiteux, eh bien, je ne veux pas de cette universalité-là.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Un jour ou l'autre, nous aurons un bon débat sur ce que cela signifie. Au Canada, nous traitons tous les citoyens sur le même pied. Nous imposons ceux qui gagnent de l'argent.

Les mesures proposées par le ministre donnent l'impression qu'au Canada, les gens ne sont pas traités de la même façon. Il s'agira ensuite pour nos vis-à-vis de s'en prendre à l'assurance-maladie. J'étais aux États-Unis la semaine dernière. Tout le monde là-bas nous envie notre régime d'assurance-maladie universel et gratuit, et nous voulons le conserver.

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, j'ignore pourquoi le chef de l'opposition parle de l'assurance-maladie. En effet, on n'y a absolument pas touché dans le budget.